



(Original French)

## COMMUNIQUÉ FINAL DE LA MISSION CONJOINTE DE SUIVI ET DE SOLIDARITÉ EN RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

ONU, UNION AFRICAINE, CIRGL

Bujumbura, 7 juin 2019

**Le Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, ONUFemmes, l'Union Africaine et la CIRGL en partenariat pour une mission de suivi et de plaidoyer pour la promotion des questions de femmes, paix et sécurité.**

Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, ONUFemmes, l'Union Africaine et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), agissant au nom du Comité consultatif de la Plateforme des femmes et à travers une délégation composée des membres du Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation de l'Union africaine (FemWise), du Secrétariat exécutif de la CIRGL et d'ONU-Femmes, a entrepris une mission de suivi et de plaidoyer en République du Burundi du 5 au 8 juin 2019.

La mission fait suite à la décision de la dixième réunion du Comité consultatif de la Plateforme des femmes de l'Accord-cadre de faire le suivi des missions de solidarité réalisées en 2018. Elle résulte également de l'engagement soutenu des institutions régionales et internationales de mener des actions conjointes en vue de promouvoir la participation politique des femmes dans les instances de prise de décisions et le processus électoral en perspective pour 2020, ainsi que dans le processus de consolidation de la paix. Elle intervient à la veille du 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, paix et sécurité, une opportunité de renforcer la sensibilisation sur la participation inclusive, la prévention des conflits, la protection et le relèvement socio-économique de la population féminine.

La mission était conduite par Son Excellence Madame Catherine Samba-Panza, ancienne chef de l'État de transition de la République centrafricaine, coprésidente de FemWise-Africa, accompagnée de l'Ambassadrice Liberata Mulamula, ancienne Secrétaire exécutive de la CIRGL, toutes deux membres du Comité consultatif de la plateforme des femmes de l'Accord-cadre.

Au cours de son séjour au Burundi, la délégation a été reçue par la première dame, Madame Denise Nkurunziza. Elle s'est également entretenue avec les ministres des Affaires étrangères, de l'Education, de la Jeunesse et Sports, du Genre et des Droits de la Personne humaine, le Président de l'Assemblée nationale, le Président de la Commission Vérité et Réconciliation, ainsi que certaines représentantes de Femwise- Africa et responsables d'organisations féminines. Elle a également rencontré la Coordinatrice a.i du système des Nations Unies.

L'initiative de la mission conjointe a été saluée par tous et considérée comme une excellente occasion de plaider pour le statut des femmes au Burundi notamment pour leur participation pleine et entière au

processus électoral, aux mécanismes de prise de décision ainsi qu'aux dynamiques de consolidation de la paix et de la sécurité tant au niveau national qu'au niveau communautaire.

La mission conjointe a, en outre, livré un message de paix et de solidarité et a sensibilisé ses interlocuteurs sur l'association des femmes et des jeunes aux efforts de prévention et de résolution des conflits.

En rapport avec le processus électoral de 2020, elle a noté avec satisfaction les dernières évolutions notamment les réformes légales en cours qui sont de nature à promouvoir la participation effective des femmes. A cet égard, la mission a encouragé le gouvernement à veiller à la mise en œuvre effective de ces réformes et ceci dans la perspective de garantir le quota minimal constitutionnel de représentation de 30% de femmes à tous les niveaux. Elle a également encouragé les différentes autorités rencontrées à intégrer les priorités des femmes et des filles dans les programmes et politiques publiques en cours et à venir, spécialement en matière d'éducation et dans les plans communaux de développement.

En matière de violence, la mission a exhorté les institutions étatiques à maintenir les standards de redevabilité par rapport aux violences sexuelles et basées sur le genre, ainsi que le renforcement du cadre juridique de lutte contre l'impunité.

La mission a noté l'importance de promouvoir la masculinité positive dans la région des grands lacs et a encouragé les acteurs institutionnels à devenir des champions du genre et a encouragé ONU-Femmes, la CIRGL, L'UA et le Bureau de l'Envoyé spécial à prendre des initiatives pour un changement des mentalités dans ce sens.

La mission a, en outre, remercié les autorités burundaises, le Bureau de l'envoyé spécial, l'Union africaine, la CIRGL et ONU-Femmes de l'appui considérable qu'elles ont apporté à la délégation et des échanges fructueux qu'elle a eues avec les différentes personnalités rencontrées.